

LA GRANDE PEUR EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Dans un silence absolu des autorités et de la presse locale, une vague massive d'arrestations — jusqu'à 40 000 assure-t-on — déferle en ce moment sur la Tchécoslovaquie et principalement sur Prague. La plus grande partie des personnes arrêtées appartenant à la petite bourgeoisie et aux professions libérales, il a pu paraître que l'on assiste à un nouvel acte de ce que les Tchèques appellent « tribni boj » (lutte de classes), et que l'objectif principal de l'opération consiste à nationaliser, à l'aide des 100 000 hommes de la police de sûreté et d'un nombre inconnu de ceux formant la police secrète d'Etat, la plupart des petites entreprises encore demeurées dans les mains privées.

Il semble cependant que cette vague d'arrestations « silencieuses » ait une portée plus générale, et surtout de caractère davantage politique. La nationalisation de quelques milliers de petites entreprises et même la fourniture aux mines, d'uranium ou autres, d'une main-d'œuvre gratuite auraient pu être effectuées par des procédés moins spectaculaires. Il ne faut pas oublier que chez les marxistes devenus staliniens le politique l'emporte toujours sur l'économique.

En réalité rien ne va en Tchécoslovaquie. La classe ouvrière ne se montre pas plus docile à l'ordre nouveau que ne le sont la petite bourgeoisie ou la paysannerie. Il fallait procéder à un coup de terreur générale. Et l'on annonce en effet que les arrestations s'étendent aux anciens socialistes aussi bien qu'à l'armée et aux cadres de certains ministères. Celui des affaires étrangères notamment (son chef se trouvant à Lake-Success) aurait été particulièrement visé. Les communistes eux-mêmes, invités à l'égal des autres citoyens à faire réviser leurs permis de port d'armes (et, dans la plupart des cas, à les déposer), ne sont guère immunisés contre cette grande peur, quel que soit leur rang dans la hiérarchie du parti ou de l'Etat. Ne parle-t-on pas d'un nouveau procès Rajk, cette fois en Tchécoslovaquie ?

On ne saurait d'autre part accuser le gouvernement Gottwald de manquer de courage : il mène depuis quelques jours l'attaque sur tous les fronts à la fois. L'Assemblée nationale adoptera vendredi les deux projets de loi assurant à l'Etat le contrôle absolu sur les Eglises. Un décret récent permet aux autorités de réquisitionner aux fermiers leurs machines agricoles pour les utiliser, semble-t-il, dans les fermes d'Etat ou les coopératives. Et l'on prépare pour la fin de l'année une nouvelle échelle des salaires qui ne sera certes pas à l'avantage de la classe ouvrière.

La presse occidentale se voit souvent reprocher de la part des démocraties populaires (quelquefois avec raison) de propager sur ces pays de fausses nouvelles. Cela arriverait-il cependant si toutes les nouvelles y circulaient sans entraves ? Aujourd'hui encore le gouvernement de Prague et sa presse préfèrent rester muets sur cette vague de terreur, ignorant probablement, malgré leurs liens avec Moscou, le proverbe russe qui dit : « On ne saurait cacher une alène dans un sac. » Et l'on arrive à se demander si les dirigeants de Prague gardent bien encore la direction de cette opération de nettoyage, et s'il ne conviendrait pas plutôt d'en demander l'explication dans une autre capitale.